

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/200676]

16 JANVIER 2014. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'obligation de service public à charge des gestionnaires de réseau de distribution favorisant l'utilisation rationnelle de l'énergie

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, les articles 34, 5^o, b), et 43, § 2, alinéa 2, 15^o, remplacés par le décret du 17 juillet 2008;

Vu l'avis CD-13g11-CWaPE- de la Commission wallonne pour l'Energie du 15 juillet 2013;

Vu l'avis A.1129 du Conseil économique et social de Wallonie du 15 juillet 2013;

Vu l'avis CWEDD/13/AV.903 du Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable du 16 juillet 2013;

Vu l'avis n^o 20/2013 du Conseil supérieur des villes, communes et provinces de la Région wallonne du 10 septembre 2013;

Vu l'avis 54.396/4 du Conseil d'Etat, donné le 27 novembre 2013, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Considérant la concertation avec les gestionnaires de réseau de distribution et les fournisseurs;

Sur proposition du Ministre du Développement durable;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, on entend par :

1^o ménage : le ménage tel que défini à l'article 1^{er}, 28^o, du Code wallon du Logement et de l'Habitat durable;

2^o facture de régularisation : facture visée à l'article 7, § 3, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché de l'électricité;

3^o facture de clôture : facture visée à l'article 7, § 4, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché de l'électricité;

4^o compteurs collectifs : compteurs desservant plusieurs logements individuels ne disposant pas de compteur individuel.

Art. 2. § 1^{er}. A partir du 1^{er} janvier 2015, les clients résidentiels bénéficient, pour leur résidence principale, d'une allocation de base pour l'énergie, exprimée en euros, correspondant à l'octroi de kWh exonérés, modulée comme suit :

- 400 kWh/an pour une personne isolée;
- 500 kWh/an pour un ménage composé de 2 ou 3 personnes;
- 600 kWh/an pour un ménage composé de 4 personnes;
- 700 kWh/an pour un ménage composé de 5 ou 6 personnes;
- 800 kWh/an pour un ménage composé de 7 personnes au minimum;
- 800 kWh/an pour un client résidentiel bénéficiant du tarif social spécifique.

Pour les logements individuels desservis par un compteur collectif, les clients résidentiels pris en considération pour l'application de l'alinéa premier sont ceux résidant à titre principal à l'adresse correspondant à l'adresse du compteur collectif, identifiés sur la base des données du Registre national au 1^{er} octobre de l'année « n-1 ». Le titulaire du compteur collectif répercute le bénéfice de l'allocation à chaque client desservi par ce compteur.

L'allocation est basée sur le statut du client à la date du 1^{er} octobre de l'année n-1.

Afin de déterminer la composition des ménages, les gestionnaires de réseaux de distribution se basent sur les données du Registre national au 1^{er} octobre de l'année « n-1 ». Pour le 1^{er} décembre, les gestionnaires de réseaux transmettent à tous les fournisseurs la base de données relative à la composition de ménage des clients. Les changements de composition de ménage intervenant entre le 1^{er} octobre de l'année « n-1 » et le 30 septembre de l'année « n » ne donnent pas lieu à une rectification du montant de l'allocation.

§ 2. Le montant de l'allocation est calculé en multipliant le nombre de kWh visés au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, par un prix unitaire au kWh déterminé annuellement par la CWaPE en fonction du prix global observé de l'électricité sur le marché résidentiel, toutes composantes liées à l'énergie, transport, distribution, taxes et obligations réglementaires comprises, et publié sur son site internet pour le 1^{er} octobre de l'année n-1.

L'allocation est déduite, sous la mention « kWh exonérés », à chaque facture de régularisation ou de clôture qui suit le 1^{er} janvier au prorata du nombre de jours de la période facturée par le fournisseur qui, au moment d'établir la facture, est le fournisseur du client résidentiel. Les factures d'acompte sont adaptées en conséquence.

Si la consommation des douze derniers mois est inférieure à l'allocation visée au § 1^{er}, le montant de l'allocation est limité à ladite consommation.

§ 3. Un client n'ayant pas ou estimant avoir insuffisamment bénéficié de l'allocation visée au § 1^{er} peut introduire une réclamation justifiée par les documents attestant de sa situation auprès de son fournisseur dans un délai de six mois après réception de la facture. Dans un délai d'un mois après réception de la réclamation, et après vérification des documents, le fournisseur envoie, s'il y a lieu, une note de crédit correspondant au montant de l'allocation non attribuée pour la période concernée par la facture de régularisation ou de clôture, ou déduit ce montant de la facture adressée au client endéans cette période.

§ 4. L'allocation visée au paragraphe premier est compensée, vis-à-vis du fournisseur, par le gestionnaire du réseau de distribution auquel le client est raccordé. Le fournisseur adresse des factures mensuelles d'acompte au gestionnaire de réseau de distribution pour la somme des montants exonérés dans les factures d'acompte, de régularisation et de clôture majorée des frais administratifs réels. Ces frais sont plafonnés à 1 % des montants versés. Le gestionnaire de réseau de distribution procède au paiement des factures dans un délai d'un mois. Un décompte, au minimum annuel, établit le solde à chaque facture de régularisation, de clôture ou d'acompte. Lors du décompte, le gestionnaire du réseau de distribution contrôle les montants et procède à la vérification des déclarations. Si une anomalie est constatée par le gestionnaire de réseau de distribution, la CWaPE est saisie du dossier par la partie la plus diligente en vue de réaliser un audit du décompte.

Art. 3. § 1^{er}. A partir du 1^{er} janvier 2015, le gestionnaire de réseau de distribution répercute auprès des clients résidentiels bénéficiant de l'allocation visée à l'article 2, via les factures de régularisation ou de clôture, les coûts de la présente obligation de service public visés à l'article 5 sur la base des lignes directrices suivantes :

1° la récupération des coûts est totale et assure la neutralité budgétaire de la tarification progressive et solidaire;
2° la répercussion est établie sur les kWh consommés après déduction des kWh exonérés conformément à l'article 2, § 1^{er};

3° la répercussion est linéaire à un taux unitaire par kWh unique.

Le gestionnaire de réseau soumet à l'approbation du régulateur compétent sa proposition tarifaire résultant des lignes directrices susmentionnées.

§ 2. La répercussion à charge des clients, des coûts supportés par les gestionnaires de réseaux de distribution, est réalisée par l'intermédiaire du fournisseur.

Art. 4. Les dispositions du présent arrêté ne s'appliquent pas :

1° aux clients résidentiels disposant à titre principal d'un chauffage électrique ou d'une pompe à chaleur et ayant notifié cette information à leur fournisseur;

2° aux clients résidentiels disposant d'un compteur exclusif nuit, d'un compteur tri-horaire ou d'un compteur EHP (effacement en heures de pointe);

3° aux clients résidentiels dont la fourniture est assurée à titre temporaire par le gestionnaire du réseau de distribution au sens de l'article 34, 3°, d), du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité.

En concertation avec les fournisseurs et les gestionnaires de réseaux, la CWaPE fixe les modalités de notification, notamment le formulaire-type, visées au 1° ainsi que les procédures et délais d'échanges d'informations. Ces procédures et formulaires-types sont publiés sur le site de la CWaPE.

Art. 5. L'allocation et la répercussion de celle-ci, les coûts liés à la mise en œuvre et à la gestion de la tarification progressive ainsi que le solde éventuel entre le montant budgété et le montant réel des coûts constituent des obligations de service public au sens de l'article 34, 5°, b), du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité. Ces coûts sont couverts conformément aux orientations de l'article 3, § 1^{er}, et estimés pour une année « n », sur la base des données relatives à l'année « n-1 ».

Art. 6. Pour la première facture de régularisation ou de clôture éditée en 2015, l'allocation est déduite au prorata du nombre de jours entre le 1^{er} janvier 2015 et le terme de la période concernée par la facture de régularisation ou de clôture.

Art. 7. Un an après la mise en œuvre du dispositif du présent arrêté, la CWaPE procède à l'évaluation des mesures instaurées par le présent arrêté en concertation avec les fournisseurs et gestionnaires de réseaux de distribution.

Art. 8. Le Ministre qui a l'Energie dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 16 janvier 2014.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,

J.-M. NOLLET

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2014/200676]

16. JANUAR 2014 — Erlass der Wallonischen Regierung bezüglich der den Betreibern von Verteilernetzen obliegenden Verpflichtung öffentlichen Dienstes zur Förderung der rationellen Energienutzung

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts, insbesondere der Artikel 34, 5°, b) und 43, § 2, Absatz 2, 15°, ersetzt durch das Dekret vom 17. Juli 2008;

Aufgrund des Gutachtens CD-13g11-CWaPE- der "Commission wallonne pour l'énergie" (Wallonische Kommission für Energie) vom 15. Juli 2013;

Aufgrund des am 15. Juli 2013 abgegebenen Gutachtens des Wirtschafts- und Sozialrates der Wallonischen Region Nr. A.1129;

Aufgrund des am 16. Juli 2013 abgegebenen Gutachtens des Wallonischen Umweltrates für eine nachhaltige Entwicklung CWEDD/13/AV.903;

Aufgrund des am 10. September 2013 abgegebenen Gutachtens des "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoher Rat der Städte, Gemeinden und Provinzen der wallonischen Region) Nr. 20/2013;

Aufgrund des am 27. November 2013 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 54.396/4 des Staatsrats;

In Erwägung der mit den Betreibern von Verteilernetzen und den Stromversorgern stattgefundenen Konzertierung;

Auf Vorschlag des Ministers für nachhaltige Entwicklung;

Nach Beratung;

Beschließt:

Artikel 1 - Im Sinne des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen :

1° Haushalt : der Haushalt im Sinne von Artikel 1, 28° des Wallonischen Gesetzbuches über das Wohnungswesen und die Nachhaltigkeit der Wohnverhältnisse;

2° Endabrechnung : Rechnung gemäß Artikel 7, § 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Elektrizitätsmarkt;

3° Schlussrechnung : Rechnung gemäß Artikel 7, § 4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Elektrizitätsmarkt;

4° Gemeinschaftszähler : Zähler für mehrere Einzelwohnungen, für die es keinen individuellen Zähler gibt.

Art. 2 - § 1. Ab dem 1. Januar 2015 haben die Haushaltskunden für ihren Hauptwohnsitz Anspruch auf eine in Euro ausgedrückte Grundzulage für Energie, die der Gewährung von gebührenfreien kWh entspricht, und wie folgt berechnet wird:

- 400 kWh/Jahr für eine alleinstehende Person;
- 500 kWh/Jahr für einen Haushalt, der sich aus 2 oder 3 Personen zusammensetzt;
- 600 kWh/Jahr für einen Haushalt, der sich aus 4 Personen zusammensetzt;
- 700 kWh/Jahr für einen Haushalt, der sich aus 5 oder 6 Personen zusammensetzt;
- 800 kWh/Jahr für einen Haushalt, der sich aus mindestens 7 Personen zusammensetzt;
- 800 kWh für einen Haushaltskunden, der auf den spezifischen Sozialtarif Anspruch hat.

Was die Einzelwohnungen mit einem Gemeinschaftszähler betrifft, sind die Haushaltskunden, die für die Anwendung von Absatz 1 berücksichtigt werden, diejenigen, die die Wohnung, deren Adresse derjenigen des Gemeinschaftszählers ist, als Hauptwohnsitz haben, unter Bezugnahme auf die Datenbank des Nationalregisters am 1. Oktober des Jahres "n-1". Der Inhaber des Gemeinschaftszählers gibt den Vorteil der Zulage an jeden Kunden, der mittels dieses Zählers versorgt wird, weiter.

Die Zulage beruht auf dem Status des Kunden am 1. Oktober des Jahres n-1.

Zwecks der Bestimmung der Zusammensetzung der Haushalte stützen sich die Betreiber der Verteilernetze auf die Daten des Nationalregisters am 1. Oktober des Jahres "n-1". Die Netzbetreiber übermitteln allen Stromversorgern die Datenbank mit der Haushaltszusammensetzung der Kunden spätestens zum 1. Dezember. Änderungen in der Haushaltszusammensetzung, die zwischen dem 1. Oktober des Jahres "n-1" und dem 30. September des Jahres "n" stattfinden, geben keinen Anlass zu einer Berichtigung des Betrags der Zulage.

§ 2. Der Betrag der Zulage wird berechnet, indem die Anzahl kWh nach § 1, Abs. 1 mit einem Einheitspreis je kWh multipliziert wird, welcher aufgrund des festgestellten Gesamtpreises des Stroms für Haushaltskunden von der CWAPE jährlich festgelegt wird, und alle mit der Energie, einschließlich deren Transport, Verteilung, Steuern und verordnungsrechtlichen Verpflichtungen, verbundenen Komponenten umfasst. Die CWAPE veröffentlicht diesen Einheitspreis auf ihrer Homepage spätestens ab dem 1. Oktober des Jahres n-1.

Die Zulage wird bei jeder Endabrechnung oder Schlussrechnung, die auf den 1. Januar folgt, unter dem Vermerk "kWh exonérés" ("gebührenfreie kWh") abgerechnet, und zwar im Verhältnis zu der Anzahl Tage des vom Stromversorger, der zum Zeitpunkt der Rechnungsaufstellung, der Stromversorger des Haushaltskunden ist, in Rechnung gestellten Zeitraums. Die Anzahlungsrechnungen werden entsprechend angepasst.

Wenn der Verbrauch der letzten zwölf Monate die in § 1 genannte Zulage unterschreitet, wird der Betrag der Zulage auf diesen Verbrauch begrenzt.

§ 3. Ein Kunde, der die in § 1 genannte Zulage nicht erhalten hat, oder der Ansicht ist, dass sie nicht ausreichend war, kann binnen 6 Monaten nach dem Empfang der Rechnung bei seinem Stromversorger eine Beschwerde einreichen, die durch Dokumente begründet wird, die seine Situation bescheinigen. Innerhalb einer Frist von einem Monat nach dem Eingang der Beschwerde und nach erfolgter Prüfung der betreffenden Dokumente sendet der Stromversorger gegebenenfalls eine Gutschrift ein, deren Betrag demjenigen der für den durch die Endabrechnung oder Schlussrechnung gedeckten Zeitraum nicht zugeteilten Zulage entspricht, oder zieht diesen Betrag von der Rechnung ab, die während dieses Zeitraums an den Kunden gerichtet wird.

§ 4. Die in § 1 genannte Zulage wird gegenüber dem Stromversorger durch den Betreiber des Verteilernetzes, an welches der Kunde angeschlossen ist, ausgeglichen. Der Stromversorger richtet monatliche Anzahlungsrechnungen an den Betreiber des Verteilernetzes für den Betrag der in den Anzahlungsrechnungen, Endabrechnungen und Schlussrechnungen von den Gebühren befreiten Beträge; diesem Betrag werden die tatsächlichen Verwaltungskosten hinzugefügt. Die Verwaltungskosten belaufen sich höchstens auf 1 % der überwiesenen Beträge. Der Betreiber des Verteilernetzes zahlt die Rechnung innerhalb einer Frist von einem Monat. Mittels einer mindestens jährlichen Abrechnung wird der Saldo bei jeder Endabrechnung, Schlussrechnung oder Anzahlungsrechnung festgestellt. Bei der Abrechnung prüft der Betreiber des Verteilernetzes die Beträge und die Erklärungen. Stellt der Betreiber des Verteilernetzes eine Unregelmäßigkeit fest, wird die CWAPE auf Antrag der betreibenden Partei mit der Akte befasst, um ein Audit der Abrechnung vorzunehmen.

Art. 3 - § 1. Ab dem 1. Januar 2015 leitet der Betreiber des Verteilernetzes die in Artikel 5 genannten Kosten der vorliegenden Verpflichtung öffentlichen Dienstes mittels der Endabrechnungen oder Schlussrechnungen an die Haushaltskunden weiter, die die in Artikel 2 genannte Zulage in Anspruch nehmen, auf der Grundlage folgender Leitlinien :

1° die gesamten Kosten werden zurückgewonnen, was die Haushaltsneutralität der schrittweisen und solidarischen Tarifierung gewährleistet;

2° die Weiterleitung der Kosten erfolgt auf den verbrauchten kWh nach Abzug der kraft Artikel 2, § 1 gebührenfreien kWh;

3° die Weiterleitung der Kosten erfolgt auf lineare Weise zu einem Einheitssatz je kWh.

Der Netzbetreiber unterbreitet seinen sich aus den oben stehenden Leitlinien ergebenden Tarifvorschlag der zuständigen Ordnungsstelle zwecks Zustimmung.

§ 2. Der Weiterleitung zu Lasten der Kunden der Kosten, die von den Betreibern der Verteilernetze getragen werden, erfolgt durch Vermittlung des Stromversorgers.

Art. 4 - Die Bestimmungen vorliegenden Erlasses sind nicht anwendbar auf :

1° Haushaltskunden, deren Hauptheizungssystem eine elektrische Heizung oder eine Wärmepumpe ist, und die diese Information ihrem Stromversorger mitgeteilt haben;

2° Haushaltskunden, die ausschließlich über einen Nachtzähler, über einen Dreiperiodenzähler oder über einen "EHP"-Zähler ("effacement en heures de pointe") genannten Schwachlasttarifzähler verfügen;

3° Huishaltskunden, deren Stromvoorsorging zeitweilig durch den Betreiber des Verteilernetzes nach Artikel 34, 3°, d) des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts gewaarleistet wird.

In Absprache mit den Stromvoorsorgern und Netzbetreibern legt die CWaPE die in § 1° genannten Mitteilungsmodalitäten fest, insbesondere das Musterformular, sowie die Verfahren en Fristen für den Informationsaustausch. Diese Verfahren en Musterformularen werden auf der CWaPE-Homepage veröffentlicht.

Art. 5 - Die Zulage und deren Weiterleitung, die Kosten in Verbindung mit der Einführung und Verwaltung der schrittweisen Tarifierung sowie der eventuelle Saldo zwischen dem Budgetbetrag und dem realen Betrag der Kosten bilden Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Sinne von Artikel 34, 5°, b) des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts. Diese Kosten werden in Übereinstimmung mit den Leitlinien von Artikel 3, § 1 gedeckt, und für ein Jahr "n" veranschlagt, dies auf der Grundlage der Daten für das Jahr "n-1".

Art. 6 - Für die erste 2015 ausgestellte Endabrechnung oder Schlussrechnung wird die Zulage im Verhältnis zu der Anzahl Tage zwischen dem 1. Januar 2015 und dem Ende des von der Endabrechnung oder Schlussrechnung betroffenen Zeitraums in Abzug gebracht.

Art. 7 - Ein Jahr nach der Einführung der Bestimmungen vorliegenden Erlasses nimmt die CWaPE in Absprache mit den Stromvoorsorgern und Netzbetreibern eine Bewertung der durch diesen Erlass eingeleiteten Maßnahmen vor.

Art. 8 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Energiewesen gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 16. Januar 2014

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst

J.-M. NOLLET

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2014/200676]

16 JANUARI 2014. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de openbare dienstverplichting ten laste van de distributienetbeheerders, waarbij het rationeel energiegebruik wordt bevorderd

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt, artikelen 34, 5°, b), en 43, § 2, tweede lid, 15°, vervangen bij het decreet van 17 juli 2008;

Gelet op het advies CD-13g11-CWaPE- van de "Commission wallonne pour l'Energie" (Waalse energiecommissie), uitgebracht op 15 juli 2013;

Gelet op het advies A.1129 van de "Conseil économique et social de Wallonie" (Sociaal-economische raad van Wallonië) van 15 juli 2013;

Gelet op het advies CWEDD/13/AV.903 van de "Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable" (Waalse milieuraad voor duurzame ontwikkeling) van 16 juli 2013;

Gelet op het advies nr. 20/2013 van de "Conseil supérieur des villes, communes et provinces de la Région wallonne" (Hoge raad van de steden, gemeenten en provincies van het Waalse Gewest), gegeven op 10 september 2013;

Gelet op het advies 54.396/4 van de Raad van State, gegeven op 27 november 2013, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Gelet op het overleg met de distributienetbeheerders en de leveranciers;

Op de voordracht van de Minister van Duurzame Ontwikkeling;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

1° gezin : het gezin zoals bepaald in artikel 1, 28°, van het Waalse Wetboek van Huisvesting en Duurzaam Wonen;

2° regularisatiefactuur : de factuur bedoeld in artikel 7, § 3, van het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de elektriciteitsmarkt;

3° afsluitingsfactuur : de factuur bedoeld in artikel 7, § 4, van het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de elektriciteitsmarkt;

4° gezamenlijke meters : meters die verschillende individuele woningen die niet over een individuele meter beschikken, bedienen.

Art. 2. § 1. Vanaf 1 januari 2015 genieten de residentiële afnemers voor hun hoofdverblijf een in euro uitgedrukte basistoelage voor energie die met de toekenning van vrijgestelde kWh overeenstemt, en die als volgt wordt bepaald :

- 400 kWh/jaar voor een alleenstaande persoon;

- 500 kWh/jaar voor een gezin van 2 of 3 personen;

- 600 kWh/jaar voor een gezin van 4 personen;

- 700 kWh/jaar voor een gezin van 5 of 6 personen;

- 800 kWh/jaar voor een gezin van minimum 7 personen;

- 800 kWh/jaar voor een residentiële afnemer die het specifiek sociaal tarief geniet.

Voor de door een gezamenlijke meter bediende individuele woningen, zijn de residentiële afnemers die voor de toepassing van het eerste lid in aanmerking komen, degenen die hun hoofdverblijf hebben op het adres dat met het adres van de gezamenlijke meter overeenstemt, en die op grond van de gegevens van het Rijksregister op 1 oktober van het jaar "n-1" geïdentificeerd worden. De houder van de gezamenlijke meter wentelt de winst van de toelage op elke afnemer bediend door die meter af.

De toelage wordt op het statuut van de afnemer op de datum van 1 oktober van het jaar n-1 gegrond.

Voor de bepaling van de samenstelling van de gezinnen baseren de distributienetbeheerders zich op de gegevens van het Rijksregister op 1 oktober van het jaar "n-1". Voor 1 december maken de netbeheerders de databank betreffende de samenstelling van het gezin van de afnemers aan alle leveranciers over. De veranderingen van de samenstelling van het gezin die tussen 1 oktober van het jaar "n-1" en 30 september van het jaar "n" plaatsvinden, geven geen aanleiding tot een verbetering van het bedrag van de toelage.

§ 2. Het bedrag van de toelage wordt berekend door het in § 1 bedoelde aantal kWh te vermeerderen door een eenheidsprijs tegen het kilowattuur dat jaarlijks door de CWaPE naar gelang van de globale elektriciteitsprijs op de residentiële markt wordt bepaald, met inbegrip van alle componenten gebonden aan energie, vervoer, distributie, reglementaire belastingen en verplichtingen, en wordt voor 1 oktober van het jaar n-1 op haar website bekendgemaakt.

Voor elke regularisatie- of afsluitingsfactuur volgend op 1 januari wordt de toelage onder de vermelding "vrijgestelde kWh" afgetrokken in verhouding tot het aantal dagen van de door de leverancier gefactureerde periode die, op het moment waarop de factuur wordt opgemaakt, de leverancier van de residentiële afnemer is. De voorschotfacturen worden bijgevolg aangepast.

Indien het verbruik van de twaalf laatste maanden kleiner is dan de in § 1 bedoelde toelage, wordt het bedrag van de toelage tot dit verbruik beperkt.

§ 3. Een afnemer die niet in aanmerking gekomen is voor of die acht dat hij niet voldoende in aanmerking gekomen is voor de toelage bedoeld in § 1, kan een bezwaarschrift gerechtvaardigd door de documenten die van zijn toestand getuigen, bij zijn leverancier indienen binnen een termijn van zes maanden na ontvangst van de factuur. Binnen een termijn van één maand na ontvangst van het bezwaarschrift en na verificatie van de documenten stuurt de leverancier indien nodig een kredietnota die overeenstemt met het bedrag van de van de toelage die voor de bij de regularisatie- of afsluitingsfactuur betrokken periode niet verleend is, of trekt hij dit bedrag van de factuur gericht aan de afnemer binnen die periode af.

§ 4. De in § 1 bedoelde toelage wordt ten opzichte van de leverancier vereffend door de distributienetbeheerder waarop de afnemer aangesloten is. De leverancier richt maandelijks voorschotfacturen aan de distributienetbeheerder voor de som van de in de voorschot-, regularisatie- en afsluitingsfacturen vrijgestelde bedragen vermeerderd met de werkelijke beheerskosten. Die kosten worden tot 1 % van de gestorte bedragen beperkt. De distributienetbeheerder betaalt de facturen binnen een termijn van één maand. Een minstens jaarlijkse afrekening bepaalt het saldo voor elke regularisatie-, afsluitings- of voorschotfactuur. Bij de afrekening controleert de distributienetbeheerder de bedragen en de aangiften. Indien de distributienetbeheerder een onregelmatigheid vaststelt, wordt het dossier aanhangig gemaakt bij de CWaPE door de meest gereede betrokken partij om een audit van de afrekening uit te voeren.

Art. 3. § 1. Vanaf 1 januari 2015 wentelt de distributienetbeheerder de in artikel 5 bedoelde kosten van deze openbare dienstverplichting via de regularisatie- of afsluitingsfacturen op de residentiële afnemers die in aanmerking komen voor de in artikel 2 bedoelde toelagen af op grond van de volgende richtlijnen :

1° de afwenteling van de kosten is totaal en waarborgt de budgettaire neutraliteit van de progressieve en solidaire tarifiering;

2° de afwenteling wordt op de verbruikte kWh na aftrekking van de overeenkomstig artikel 2, § 1 vrijgestelde kWh uitgevoerd;

3° het gaat om een lineaire afwenteling tegen een eenheidspercentage per uniek kWh.

De distributienetbeheerder legt zijn tariefvoorstel voortvloeiend uit de bovenvermelde richtlijnen ter goedkeuring voor aan de bevoegde regulator.

§ 2. De afwenteling van de door de distributienetbeheerders gedragen kosten die ten laste van de afnemers is, wordt door bemiddeling de leverancier uitgevoerd.

Art. 4. De bepalingen van dit besluit zijn niet van toepassing op :

1° de residentiële afnemers die hoofdzakelijk beschikken over een elektrische verwarming of een warmtepomp en die deze informatie hebben meegedeeld aan hun leverancier;

2° de residentiële afnemers die over een nachtmeter, een drievoudig-tarief meter of een piektariefmeter (doeltreffend tijdens de spitsuren) beschikken;

3° de residentiële afnemers van wie de levering tijdelijk verzekerd wordt door de distributienetbeheerder in de zin van artikel 34, 3°, d) van het decreet tot wijziging van het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt.

In overleg met de leveranciers en met de netbeheerders bepaalt de CWaPE de in 1° bedoelde betekenismodaliteiten, met name het standaardformulier, alsook de procedures en termijnen voor informatie-uitwisseling. Deze procedures en standaardformulieren worden op de site van de CWaPE bekendgemaakt.

Art. 5. De toelage en de afwenteling ervan, de kosten gebonden aan de uitvoering en het beheer van de progressieve tarifiering alsook het eventuele saldo tussen het gebudgetteerde bedrag en het werkelijke bedrag van de kosten zijn openbare dienstverplichtingen in de zin van artikel 34, 5°, b, van het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt. Deze kosten worden overeenkomstig de oriëntaties van artikel 3, § 1, gedekt en voor een jaar "n" geraamd op grond van de gegevens betreffende het jaar "n-1".

Art. 6. Voor de in 2015 bekendgemaakte eerste regularisatie- of afsluitingsfactuur wordt de toelage afgetrokken in verhouding tot het aantal dagen tussen 1 januari 2015 en het einde van de bij de regularisatie- of afsluitingsfactuur betrokken periode.

Art. 7. Een jaar na de uitvoering van de bepalingen van dit besluit gaat de CWaPE tot de beoordeling van de in dit besluit ingevoerde maatregelen in overleg met de leveranciers en distributienetbeheerders over.

Art. 8. De Minister van Energie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 16 januari 2014.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET